

BOUCHES-DU-RHÔNE



Un mouvement de grève largement suivi dans tous les centres de Marseille. PHOTO AFP

Des finances où le public n'a plus son mot à dire

Impôts

Les agents des finances publiques étaient en grève hier à Marseille et dans toute la France, à l'appel de trois organisations syndicales.

Ils s'insurgent contre les réductions d'effectifs et l'abandon de vraies missions de service public.

Dès six heures hier matin, malgré les premiers froids qui engourdisaient les habitants de la cité phocéenne, plus d'une centaine d'agents des finances publiques se pressaient autour des grilles du centre de la rue Borde, en plein centre de la ville. A l'appel de leurs organisations syndicales respectives, la CGT, FO et Solidaires.

Ce n'est pas la première fois que l'on assiste devant les locaux des impôts à un tel mouvement. Porteur des mêmes revendications qui n'ont jusqu'ici pas été entendues, «A commencer par celle de la réduction des effectifs», explique Frédéric Larrivé, co-secrétaire CGT des finances publiques 13. Effarante comme on pourra le lire ci-dessous, «dans une période de fraude fiscale massive». Mais cette politique est tout à fait logique quand on considère que la po-

litique maison a pour axe la disparition progressive des bureaux de proximité. «Nous sommes accommodés sensiblement à la même sauce que la Poste», déplore Frédéric. Et il appartient désormais «aux usagers les moins fortunés de se déplacer pour accomplir leurs démarches, ce qui, on en conviendra, est synonyme d'une inégalité de traitement».

Les salariés sont également victimes de cette politique. Mobilité forcée, du fait de la disparition des bureaux, accumulation des tâches, stress et déprime à l'idée de ne plus pouvoir assumer correctement leur mission de service public, voilà quelques-uns des maux dont souffrent ces agents. Avec plus ou moins de gravité, comme en témoigne Sylvie.

Leur rôle est avant tout de prêter assistance et conseil

«Déjà, dit-elle dans un pale sourire, nous n'avons pas toujours bonne presse auprès du public qui vient nous rendre visite, lorsque

nous sommes en première ligne. Ce sont toujours des gens un peu perdus, désespérés devant leur retard de paiement». De là à être assimilés à des prédateurs, il n'y a souvent qu'un pas, «alors que notre mission est avant tout de leur prêter assistance et conseil, démêler les situations inextricables. Mais le temps nous manque aujourd'hui et avec lui, notre capacité d'être à la disposition des usagers».

Atteintes à la démocratie

Ces alertes là ont été lancées depuis longtemps, dans les Bouches-du-Rhône comme dans le reste du pays. Elles prennent aujourd'hui une intensité accrue avec le projet de prélèvement à la source, déplore Frédéric Larrivé. «Pour nous, c'est le signe d'une volonté d'externalisation des prélèvements et ce n'est pas acceptable, car cela se traduira par des cadeaux faits aux plus riches des citoyens. Quel contrôle pourrions-nous exercer quand cette mesure sera mise en vigueur?». De même, ré-

duction des effectifs et abandon des bureaux de proximité équivalent à un abandon de missions qui incombent aux agents. «Et non des moindres, celui de notre droit de regard sur le contrôle de la gestion de l'argent public» Frédéric Larrivé y voit «une atteinte très grave à la démocratie, au droit de regard des citoyens sur la façon dont est utilisé leur argent». L'intersyndicale qui porte ces revendications déplore également un blocage persistant des salaires «qui n'ont pas bougé depuis seize ans». Elle dénonce encore d'une même voix les multiples entraves au développement de carrière des agents. Le service public au service des citoyens connaît ainsi, année après année, une dangereuse dérive. Tous les agents souhaitent en parler de vive voix avec leur directeur, qui devrait être à Marseille vendredi. Car si le travail reprend demain, ils n'en restent pas moins vigilants sur les réponses qui leur seront fournies.

Gérard Lanux

REPÈRES

Emplois en berne

En 15 ans, ce sont plus de 30 000 emplois qui ont été rayés de la carte des finances publiques. Depuis trois ans, on déplore la perte de 1800 postes. Une hémorragie qui n'en finit plus.

Fraude fiscale

Une politique d'autant plus suspecte que la fraude fiscale ne cesse d'augmenter. «Aujourd'hui, explique Frédéric Larrivé, elle est évaluée à 70 milliards d'euros. Cela équivaut aux impôts que nous recouvrons».

Réforme équitable

La CGT plaide pour sa part pour une vraie réforme fiscale, concernant notamment les impôts locaux. «Elle doit inclure une baisse de la TVA et une refonte de l'impôt sur les revenus».

BILLET

Mireille
Roubaud

Estocade

● Fermeture de centres d'accueil du public, surcroît de tâches et réduction d'effectifs, la mobilisation des agents du Trésor public a comme un air de déjà vu et entendu. Et rien de mieux pour faire comprendre aux usagers toute l'utilité de leur mission que cette date butoir de paiement de la taxe d'habitation. Si à l'heure d'Internet, remplir sa déclaration de revenus ou payer son impôt en ligne est indéniablement pratique pour le contribuable, nombreux sont ceux qui n'ont pas accès aux nouvelles technologies ou ne rentrent tout simplement pas «dans les cases» administratives. Comme en témoigne justement le nombre de dossiers montés par la CGT sur la difficulté pour les plus précaires de s'acquitter de leur taxe d'habitation (cf la Marseillaise du mardi 15 novembre). Où rien ne remplace finalement l'humain. Difficile également de comprendre comment entretenir la politique de lutte contre la fraude fiscale, «enjeu majeur» pour le gouvernement rappelait il y a peu le ministre des Finances, Michel Sapin, sans personnel pour le faire.

«Une réalité cruelle»

Où les belles déclarations se heurtent à une réalité cruelle qui, au-delà de l'administration fiscale, touche de fait toute la fonction publique : une mise en coupe réglée. Entamée sous l'ère Sarkozy, la chasse aux fonctionnaires, des «privilegiés» qui émargent à des salaires dérisoires, reste ouverte. Car on ne peut pas franchement dire que le gouvernement Hollande se soit levé comme un seul homme pour renverser la vapeur. Alors, un peu partout, au sein du Trésor public, de l'hôpital, de l'école, de la Poste, ou de la police, les coutures, à force d'être reprises, craquent. Si les agents des finances n'en sont pas encore à vendre des tablettes et porter des paniers repas comme les facteurs, leurs inquiétudes sont légitimes. Car c'est une remise en cause du statut même qui est visée. Un statut qui ne se limite à la stabilité de l'emploi mais se définit aussi par le sens du devoir, du service aux usagers et de la probité. Des mots qui pour beaucoup de fonctionnaires ont encore un sens.